MÉMORANDUM

SUR LA

QUESTION POLONAISE

PRÉSENTÉ AU CONSEIL FÉDÉRAL DE LA SUISSE.

(IMPRIMÉ COMME MANUSCRIT)

COMITÉ
NATIONAL POLONAIS

(créé à Cracovie le 16 août 1914 par tous les partis politiques polonais d'Autriche avec le concours de tous les partis irrédentistes de la Pologne russe).

Berne, en juin 1915.

MÉMORANDUM

SUR LA

QUESTION POLONAISE

PRÉSENTÉ AU CONSEIL FÉDÉRAL DE LA SUISSE.

(IMPRIMÉ COMME MANUSCRIT)

IMPR. E. LIECHTI, ZURICH 1

La thèse.

Vu les propos répétés de la presse de Paris et de Londres

I) que l'avenir libre et autonome de la Pologne est assuré par le manifeste du Grand Duc Nicolai Nicolaiewitch,

II) que la France et l'Angleterre se portent garantes des promesses contenues dans ce manifeste,

III) que la grande majorité des vingt quatre millions Polonais, gagnée et tranquillisée par ces deux faits, suit les aigles impériales russes de bon gré et de conviction profonde,

il faut qu'il soit solennellement constaté et porté à la connaissance du monde entier que le dernier des trois faits susexposés est absolument inexact.

Au contraire, la plus grande partie de Polonais, malgré le manifeste du Grand Duc, malgré les sceaux et signatures morales, pour ainsi dire, y apposées par la France et par l'Angleterre, s'obstine à aspirer de toute force:

à la rupture de tout lien existant entre la Russie et la Pologne,

à l'indépendance de la Pologne, ce qui pourrait être obtenu aussi par l'union de la Pologne avec un autre organisme collectif de l'Europe centrale comme partie égalitaire.

Les motifs.

1) La Russie ne tenait jamais ses promesses faites aux Polonais et elle tâchait toujours, pour la plupart du temps avec plein succès, de reprendre aux Polonais ce qu'elle avait été forcée de leur accorder. Il en était ainsi par exemple dans l'époque de 1820—1830, ce qui causa l'insurrection polonaise de 1830—31 contre la Russie. Toutes les libertés accordées aux Polonais par la constitution de 1905, pendant la guerre japonaise et pendant la révolution russe en 1905 et 1906, ont été supprimées ensuite à

l'exception de la liberté du changement de la confession de même que de la liberté de l'instruction *privée* polonaise (libertés, celles-là aussi, limitées et ensuite restreintes).

2) Malgré le manifeste du Grand Duc aucune des libertés nationales n'a été accordée aux Polonais en Russie depuis le commencement de la guerre — bien qu'il n'aurait pas été difficile pour le gouvernement russe de constituer déjà maintenant des preuves qu'il est sensé d'appliquer le régime promis après la guerre dans tout son étendu.

L'autonomie municipale accordée par un récent décret du Tsar aux villes de la Pologne russe ne peut nullement être considérée comme une telle preuve, comme une sérieuse concession *nationale*, vu qu'elle n'est que l'application d'un régime *administratif* existant dans toute la Russie et même dans les provinces de Lithuanie, Volhynie, Podolie et Ukraine (qui faisaient aussi part de la Pologne historique jusqu'aux partages), donc d'un régime administratif général dont seule la Pologne russe était privée. Le maigre droit de se servir de la langue polonaise dans les débats des conseils municipaux — droit accordé à titre de grâce exceptionnelle aux conseillers polonais — est pleinement contrepesé: par la dépendance absolue de cette autonomie municipale vis-à-vis des organes de gouvernement, par des réstrictions de détail contenues dans d'innombrables lois et ordonnances de l'Empire, par la défense d'employer la langue polonaise dans des certaines correspondances et publications de la ville, par la déclaration de la langue russe comme seule officielle (ce qui oblige le président du Conseil municipal, le maire, de traduire tous les débats du conseil en russe sur la demande d'un seul conseiller), par un maximum limité du nombre des conseillers israélites, par le réglement d'élection, accordant des privilèges insensés aux électeurs russes.

Du reste on ne sait pas quelles réstrictions ultérieures peuvent y apporter encore des ordonnances interpretatives du Sénat régnant qui ont réussi (on le sait bien) à modifier complètement et même à annuler tant de lois russes, encore maintenant en vigueur nominale.

3) Le système de russification, d'„orthodoxisation" et de suppression de toute liberté nationale, de toute influence politique, de toute autonomie — tel qu'il avait été adopté en Pologne russe en 1863 — vient d'être appliqué dans toute sa rigueur aux territoires de la Galicie orientale, occupés par les Russes, ce que le 14. octobre 1914, quelques semaines après l'occupation de Léopol, fut annoncé officiellement par le gouverneur Bobrinski.

La suppression de la langue polonaise dans l'école et dans l'administration, le remplacement des employés polonais dans presque toutes les branches de l'administration publique par des Russes, la cassation de toutes

les institutions du „self-government“, comme des conseils communaux et départementaux, une propagande forcée et aidée par des mesures administratives pour „convertir“ les catholiques uniates (Ruthénes) à la réligion orthodoxe: voilà la première application du manifeste de Nicolai Nicolaiewitch dans un pays faisant partie de la Pologne depuis 1340, défendu par les Polonais contre les Turcs et les Tartares pendant quatre siècles, civilisé par la Pologne et habité à l'heure actuelle par plus d'un million et demi de Polonais! (L'aveu complet de l'application de ce système en Galicie orientale se trouve non seulement dans la déclaration officielle du comte Bobrinski du 14. octobre 1914 vis-à-vis des notables de Léopol, mais aussi dans un interview récemment accordé par lui à M. Lucien Magrini et publié dans le „Messaggero“ de Rome du 29. avril a. c.)

De cette manière les Russes commencent leur régime libéral envers les Polonais par un nouveau démembrement de la Pologne! (Il y a deux ans — il est vrai — tout en nous assurant de leur amour, ils détachèrent par une loi une partie de la Pologne russe pour en faire un nouveau gouvernement de Chelm — en but de faciliter et d'accélerer sa russification! Le récent décret du Tsar sur l'autonomie municipale de la Pologne russe déclare d'une façon directe que le gouvernement de Chelm n'appartient plus au royaume de Pologne ce que la loi susmentionnée n'osait pas exprimer à haute voix.)

Pour justifier le régime russificateur appliqué après l'occupation, les Russes prétendent que la Galicie orientale était toujours un pays russe — tandis qu'en réalité ce pays avant son union avec la Pologne, effectuée en 1340 en vertu d'une succession héréditaire et avec le consentement du peuple, des „boyards“, n'appartenait jamais aux grands ducs de Suzdal (seulement depuis 1330 grands ducs de Moscou) et ne se trouvait avec eux en aucune liaison historique. Et ce qui est encore plus important, ce pays n'est habité que par 1 ½ millions Polonais et 3 ½ millions Ruthénes qui parlant une langue à part (non pas un dialecte), professent la réligion catholique et dont la majorité écrasante nourrit des idéals nationaux ukrainiens, antirusses!

Quant aux prétentions russes en ce qui concerne la Galicie orientale, soidisant historiques, il ne sera pas sans intérêt de citer deux documents historiques, deux déclarations de Tsars qui *expressis verbis* et solennellement s'y opposent.

Dans le traité de Polanow (1634), entre Wladislas IV, roi de Pologne et et Michel III Fédérovitch, grand duc et tsar de Moscou, le premier tsar de la dynastie de Romanoff, on lit, article IV:

„Le roi de Pologne reconnait le grand duc Michel Fédérovitch pour tsar autocrate de toutes les Russies moscovites, sans que ce titre puisse

lui donner un droit quelconque aux Ruthénies, qui appartiennent ab antiquo à la Pologne".

Catherine II fit, en 1764, par l'organe de son ambassadeur, la déclaration suivante;

„On rédoute souvent ce qui n'est pas à rédouter, et c'est ainsi que l'on a cru voir un danger dans ce titre: Impératrice de toutes les Russies. Afin que tous connaissent et voient l'esprit d'équité et les dispositions bienveillantes de l'Impératrice de toutes les Russies envers la sérénissime République de Pologne et le grand-duché de Lithuanie, il soit dit une fois pour toutes, que sa Majesté Impériale, notre Auguste souveraine, en prenant le titre de l'Impératrice de toutes les Russies, *n'entend s'arroger aucun droit, soit pour elle-même, soit pour ses successeurs, soit pour son empire, sur les pays et les terres qui, sous le nom de Russies ou Ruthénies, appartiennent à la Pologne et au grand-duché de Lithuanie;* et reconnaissant leur domination, elle offre plutôt à la sérénissime Republique de Pologne une garantie de conservation de ses droits, de ses privilèges, aussi bien que des pays et terres qui lui reviennent de droit ou qu'elle possède actuellement, et elle promet de la soutenir et de la protéger toujours contre quiconque tenterait de les troubler".*

4) La civilisation des Polonais (pour la plupart catholiques romains) est depuis le commencement de leur histoire par excellence occidentale, tandis que celle des Russes (orthodoxes) porte un cachet oriental qui exerce une influence plutôt funeste sur le caractère national polonais.

5) Des deux nations qui depuis plus de cent ans s'obstinent à opprimer la Pologne — les Allemands et les Russes — ce sont les Russes qui lui ont fait plus de tort; non seulement par le caractère des mesures répressives, appliquées au polonisme, en somme plus barbare et plus perfide que celui des exploits allemands, mais surtout par le fait que la plus grande partie de Polonais (12 millions) de même que 80 pour-cents de territoires jadis appartenant à la Pologne, se trouvent sous la domination russe; (l'Autriche en possède 12 pour-cents avec 4 ½ millions Polonais, la Prusse 8 pour-cents avec 3 ½ millions Polonais). Ce sont les Russes, qui en réalité, depuis quatre-vingt ans, appliquent l'expropriation (par d'innombrables confiscations par des „ventes forcées" et plus tard par la défense de vendre des biens

* „Cette déclaration étant entièrement conforme à notre volonté et à nos ordres nous approuvons son texte de la manière la plus solennelle, le ratifiant et le signant de notre propre main et y faisant apposer le sceau impérial.

„Donné dans notre palais impérial, Saint-Pétersbourg, le 29 mai — 9 juin 1764. Catherine". (Recueil d'Angeberg, p. 24).

aux Polonais même s'ils sont sujets russes) dans les provinces de Lithuanie, Volhynie, Podolie et Ukraine, ayant fait passer de cette façon plus de vingt mille kilomètres carrès de biens polonais aux mains de Russes. Ce sont les Russes qui dans la Pologne proprement dite ont chassé la langue polonaise de l'école, de l'administration et de la vie publique, empêché l'entrée des Polonais à tout service public, supprimé toute manifestation de l'esprit et du sentiment national.

6) Toute union d'une nation relativement peu nombreuse, relativement faible, avec un état, formé par une nation beaucoup plus forte et beaucoup plus expansive, avec un grand état étranger, unifié ou presque unifié au point de vue national, doit finir forcément par la suppression de l'individualité et de l'autonomie nationale ou territoriale du faible.

L'assimilation du faible par le fort présente une loi immuable de biologie sociale, prouvée par l'histoire de tout temps.

La sort de la Pologne russe n'est pas du reste la seule preuve que la Russie, plus qu'un autre état (vu ses traditions et son caractère national) suit aveuglement (parfois même peut-être malgré la meilleure volonté d'une partie considérable de sa société) cette loi biologique, ce chemin de l'assimilation complète et même de l'anéantissement de tout corps étranger se trouvant dans son organisme. Les provinces baltiques, le Caucase et last not least la Finlande qu'on vient de priver de beaucoup de ses droits et privilèges, pendant cette guerre et malgré la guerre, en fournissent des exemples ultérieurs.

En vertu de cette loi dure mais supérieure à tous les préceptes de l'humanité et de la civilisation, les 12 millions Polonais (et même s'ils n'étaient pas 12 mais 20) vis-à-vis de 84 ou même 120 millions Russes (en y comptant aussi les peuplades déjà plus ou moins russifiées) doivent considérer chaque autonomie sous la domination russe comme passagère — ils doivent s'attendre toujours que toutes les protestations de leur part, tous les traités internationaux, tous les avertissements de la part de leurs amis extérieurs, tous les actes jaculatoires de justice venant du sein de la société russe, toute la sympathie du peuple russe, toute sa bonhomie et tout son bon coeur, que toutes ces voix un jour ou l'autre se tairont de nouveau, fatiguées et épuisées, devant la fatalité de la loi d'assimilation.

Du reste les Polonais, ils en ont eu expérience pleine et variée depuis plus de cent ans à plusieurs reprises.

Il va sans dire qu'il en est de même quant aux 3 $^1/_2$ millions Polonais, sujets allemands. Même s'ils étaient 10 ou 12 millions — vis-à-vis de 65 millions Allemands ils auraient toujours à subir le sort biologique du faible. *Lasciate ogni speranza...*

7) Si malgré toutes ces reflexions au commencement de la guerre le manifeste du Grand Duc avait pu être considéré comme étant de bon augure — cette impression a été depuis notamment affaiblie par des déclarations des députés de divers partis politiques russes, surtout aux l'assemblées de la Société slavophile de Pétrograde, par des énonciations des différents hauts fonctionnaires russes, par des nombreux articles de la presse, russe qui tous, avec ou sans détours diplomatiques, avec ou sans compliments à l'adresse des Polonais, les uns plus franchement, les autres moins, traitent le manifeste du Grand Duc comme un „acte de stratégie" et dont quelques uns ne s'abstiennent pas même de nier la possibilité d'accorder à la Pologne l'autonomie dans les limites de celle dont la Galicie jouit sous la domination autrichienne. Pour comprendre les courants régnants et la disposition de forces politiques en Russie — il faut se rappeler les sorts du projet de loi concernant l'autonomie municipale en Pologne russe.

Ce projet, présenté par le gouvernement à la Douma il y a deux ans, était relativement libéral. Il a été ensuite privé d'une partie de ce caractère par la majorité de la Douma, composée d'élements nationalistes. Et c'était la Chambre supérieure — le Conseil de l'Empire — qui dans les débats et pertractations ultérieures s'est montré presque intransigeant quant aux concessions nationales à faire aux Polonais.

Or nous venons d'apprendre de la part de M. Milioukoff, (interview publié dans le „Messaggero" de Rome du 18. avril a. c.) que le gouvernement russe prépare un projet de l'autonomie politique pour la Pologne russe — un projet que M. Milioukoff, quasi chef de la gauche libérale, progressiste, radicale de la Douma, caractèrise franchement comme *pauvre et limité.*

S'il en est ainsi — *que restera-t-il,* de cette autonomie politique, *après les débats dans la Douma et au Conseil de l'Empire, vu l'histoire du projet de loi sur l'autonomie municipale que nous venons d'esquisser?*

Il n'est pas non plus à espérer que les courants élémentaires et la disposition des forces politiques en Russie changent d'aspect durant et après la guerre. Autant que la situation stratégique serait favorable à la Russie, et surtout dans le cas d'une victoire définitive, d'autant plus fort, plus brutal, plus exigeant, plus expansif le chauvinisme russe deviendrait. Personne n'en doutera.

Et quel motif pratique pourrait donc pousser la Russie victorieuse à un acte de libéralité envers les Polonais? Si le chauvinisme russe peut se dire qu'il a réussi à vaincre dans la guerre mondiale sans aucune concession antérieure en faveur des Polonais, qu'est ce qui pourrait le décider à en accorder après la guerre?

Il ne nous reste qu'à ajouter — à propos de M. Milioukoff et de la gauche de la Douma — que les aspirations nationales des Polonais dans

la Douma ne trouvaient en général *non plus de ce coté* qu'un appui bien faible et plutôt froid (malgré les déclarations et promesses qui nous étaient faites de ce coté pendant la révolution russe.

8) Les sympathies de la France et de l'Angleterre pour la reconstitution politique de la Pologne n'étaient jusqu'à présent que platoniques. La preuve en est l'état actuel des choses en Pologne russe — bien que dans le courant du siècle passé, à plusieurs reprises, il ne manquait ni de promesses et encouragements à notre adresse, ni d'avertissements à l'adresse du gouvernement russe, venant de Paris et de Londres.

Il résulte des différentes énonciations en France et en Angleterre, et surtout de la réponse du gouvernement britannique à une interpellation dans la Chambre des communes, qu'aucun engagement formel de la part de la Russie n'a été pris envers la France et l'Angleterre quant au sort des Polonais. Il n'y avait que de pourparlers, plutôt vagues, il n'y avait que d'initiative de ces deux puissances alliées quant au manifeste du Grand Duc Nicolai Nicolaiewitch.

Quel intérêt pratique pourraient avoir la France et l'Angleterre, après une guerre victoreuse à pousser la Russie à améliorer le sort de ces Polonais qui resteraient sous la domination russe?

Quel moyen pour forcer l'Empire des Tsars à le faire contre son gré? Quel besoin d'employer des moyens plus forts, plus efficaces?

Quelle valeur peuvent donc avoir pour nous les promesses de la presse française que, si après la guerre le Tsar qu'on nous présente comme magnanime, oubliait ce qu'il doit aux Polonais, la France et l'Angleterre sauront le lui rappeler? Depuis Napoléon I et Alexandre I nous n'entendons que de vains mots, plus ou moins dans le même genre. Nous avons dû finir par n'y attribuer aucune importance.

Il s'en suit logiquement de tous ces motifs — que dans les yeux de la plupart de Polonais ni les promesses de la Russie ni la garantie morale de la France et de l'Angleterre ne peuvent avoir aucune valeur pratique et qu'en conséquence ***les Polonais sont forcés d'aspirer surtout à la rupture absolue de toute liaison politique avec la Russie.***

Quelles sont les aspirations politiques des Polonais à l'heure qu'il est?

1° L'indépendance pure et simple. La réalisation de cet idéal devrait être cherchée dans le cas où l'on pourrait songer à reconstituer une Pologne grande et forte avec ses limites historiques de 1772 (avant le premier partage) ou au moins avec une grande partie de cet étendu. Il serait toutefois à craindre qu'un état polonais indépendant et non uni à un autre organisme — *petit et faible* — ne se ruine bientôt par les efforts et dépenses pour la défense de son territoire contre ses voisins et qu'il ne devienne de nouveau une proie des appetits russes. Il le deviendrait pour sûr, l'histoire se répèterait.

2° Dans le cas où la réalisation du premier idéal serait impossible — la Pologne devrait être reconstituée en union avec un autre organisme dans des conditions qui lui garantiraient son indépendance.

Donc aucunement en union avec la Russie ni avec l'Allemagne — pour des motifs susexposés! Il n'y a qu'un organisme „multinational", collectif, fédéral qui s'y prêterait.

La Hongrie faisant partie de la monarchie austro-hongroise, est cependant un état indépendant et souverain. L'union qui lie la Hongrie à l'Autriche, pourrait aussi lier la Pologne à ces deux états comme un troisième état indépendant, souverain et égalitaire.

Dans le cas où l'Autriche-Hongrie n'existerait pas, il faudrait créer en Europe centrale un organisme collectif et féderal pour qu'il serve d'abri aux nations moins nombreuses, plus faibles et — de contrepoids, de tampon contre le panslavisme russe de même que contre le pangermanisme allemand.

Les actions entreprises par les Polonais eux-mêmes.

1. Il est vrai que deux partis politiques polonais en Russie, les realistes et les „democrates nationaux", de même qu'un groupe quasi progressiste, ont formé un Comité Central National qui considère le manifeste de Nicolai Nicolajewitch comme la base de la politique polonaise durant et après la guerre. C'était surtout la crainte de l'annexion de la Pologne russe par l'Allemagne — *une crainte facile à comprendre* — qui a fait tourner leurs espoirs vers les promesses de la Russie et surtout vers la France et l'Angleterre.

Outre quelques articles dans la presse de Varsovie, outre quelque discours dans la Douma et quelques adresses au Tsar et au Grand Duc — une députation polonaise n'a même pas été recue par le Dominateur de toutes les Russies — ce Comité Central National n'a rien crée, rien initié, en rien amélioré la situation politique des Polonais en Russie de même qu'en Galicie orientale.

L'essai de créer une légion polonaise volontaire, attachée à l'armée russe, se termina par un échec complet — surtout dès le moment où le gouvernement russe, dont l'opinion au mois de janvier était favorable à l'idée de la création de troupes auxiliaires polonaises, décréta ensuite au mois de février que les légions polonaises ne représentent rien d'autre qu'une partie de l'armée territoriale russe (apalczenije-Reichswehr) privée de toute apparence nationale et particulière.

D'après des informations de bonne source il n'y a maintenant qu'environ 1000 volontaires qui sont restés dans la soidisante légion polonaise (russe) et encore la plupart d'eux ne sont que de soldats russes de nationalité polonaise tout simplement transférés à la légion polonaise. Même ces quelques journaux de Varsovie qui peuvent être considérés comme réellement russophiles, n'osent plus, depuis très longtemps, faire la minime propagande en faveur de ces légions polonaises (russes) — vu que toute l'opinion publique sans exception maintenant y est contraire.

2. Les 80 deputés polonais, appartenant au parlement de Vienne et représentant toute la population polonaise et tous les partis politiques polonais en Autriche, de même que tous les députes polonais à la Diète provinciale de Léopol (il y en a 131), ont crée à Cracovie, le 16 août 1914, de leur propre gré, dans un élan patriotique sans pareil, le Comité National Polonais au but d'organiser une action volontaire armée de la nation polonaise contre la Russie à côté de l'Autriche-Hongrie.

Des millions et des millions de couronnes, par la voie de souscription volontaire, affluaient comme offrande national des Polonais de toutes les classes sociales (Polonais autrichiens et russes), malgré qu'ils étaient déjà appauvris par la guerre.

Déjà le 8 août 1914 les premiers trois bataillons de „chasseurs“ polonais avec une escadron de „lanciers“ sous les ordres de l'héros national Joseph Pilsudski, passent la frontière austro-russe. Le 1er octobre 1914 toute une division combinée des *légions polonaises* se trouvait en face de l'ennemi séculaire, disposant d'une propre artillerie, des mitrailleuses et d'une excellente cavallerie. Dispersée sur le grand étendu du front contre la Russie (en Hongrie, en Galicie orientale, dans le royaume de Pologne, pendant quelque temps aussi en Galicie occidentale) cette force, bien qu'au commencement

peu nombreuse, dans un bref délai de temps finit (rien que grâce à ses qualités imcomparables) par être redoutée par les Russes au plus fort degré et par être recherchée et convoitée par les commandants des armées autrichiennes et allemandes, comme si les „légions polonaises“ étaient une arme aussi spéciale que par exemple les mitrailleuses et les avions.

Les légions polonaises attachées à l'armée autrichienne, se sont couvertes d'une gloire immense et impérissable. Au quartier général on ne les nomme pas autrement que „ces héros“.

Depuis longtemps des compagnies de légions polonaises se chargent des tâches qu'on confie ordinairements aux détachements, composés de quelques bataillons. Deux ou trois bataillons de légions polonaises remplacent souvent des divisions entières d'une façon toujours sûre et efficace.

Par des combats incessants et heroïques déjà à deux reprises reduites au quart de leur nombre reglementaire, les légions polonaises ne sont complétées deux fois par l'affluence de nouveaux volontaires, et des nouvelles unités se trouvent en formation sur le territoire de la Pologne russe, occupé par les Autrichiens.

Plus que la moitié des légionnaires polonais, volontairement attachés à l'armée autrichienne, sont sujets russes et tous les partis politiques de la Pologne russe (à l'exception des réalistes, des „démocrates nationaux“ et des quasi-progressistes), surtout tous les partis populaires, radicaux et socialistes, en somme tous les partis irrédentistes dont l'existence en Pologne russe ne peut être que clandestine, se sont joints au Comité National Polonais, formé par l'entière représentation politique et parlementaire de la Pologne autrichienne.

Voilà la réponse la plus éloquente à tous ceux qui prétendent que la „majorité“ de la nation polonaise ne voit pas d'avenir que sous le scèptre des Romanoffs!

Vis-à-vis de cet état de choses, il est sans importance qu'au mois d'octobre 1914 quelques députés appartenant aux partis „démocrate national“ et „conservateur oriental“ (une dizaine à peu près) ont été forcés de quitter le Comité National Polonais, vu que leur adhésion dès le commencement n'était pas sincère.

D'après des nouvelles qui arrivent de Léopol (capitale de la Galicie orientale, occupée par les Russes) un grand nombre de ceux qui, pour des motifs de la politique de fraction, avant la guerre et même encore au commencement du cataclisme, louchaient vers la Russie, maintenant se sont détournés de cet idéal pour du bon (tant l'application de l'amitié russe envers les Polonais en Galicie orientale a dû leur déplaire!).

Selon quelques publications parues en France et en Suisse romande (une lettre ouverte de M. Bialaszewicz à Mr. G. Hervé, „La Pologne et la

guerre", „La Paix durable", Lipkowski „La question polonaise") beaucoup de ces Polonais même qui dans la guerre actuelle souhaitent la victoire à la Triple Entente, néanmoins se méfient de promesses de la Russie et déclarent sans façon la suppression de la domination russe en Pologne pour le premier but national et pour une nécessité européenne.

Dans les dernières semaines le courant antirusse à Varsovie devint visiblement plus fort. Vu la loi sur l'autonomie administrative des villes, loi-caricature, vu les chicanes continuellement appliquées aux écoles privées polonaises, vu la russification de la Galicie orientale, vu la façon de plus en plus réservée dont la presse, les hommes d'état et les fonctionnaires russes traitent la questionde l'avenirde la Pologne — même dans les sphères „réalistes" et „démocrates nationalistes" un désenchantement profond commence à se produire. Les organisations irrédentistes clandestines (il y en a six) viennent de s'unir dans une confédération, éditent quelques publications périodiques, développent une activité doublée. L'organisation révolutionnaire militaire, qui existe depuis le commencement de la guerre ou plutôt depuis quelques années et qui se trouve depuis quelques semaines sous le patronat de la dite confédération, compte des milliers de membres, qui affluent aux cours sécrets de l'instruction militaire, en attendant la possibilité de s'enrôler dans les légions polonaises combattant contre la Russie. La nuit du 16 à 17 avril la police russe a réussi à découvrir et arrêter beaucoup de membres d'une seule de ces six organisations irrédentistes susmentionnées, ce qui n'a nullement empêché, mais plutôt favorisé le développement ultérieur de la propagande souterraine antirusse. Les journaux français annoncent la réussite d'un nouvel attentat contre un pont de chemin de fer en Pologne russe.

Parmi les journaux de Varsovie il y a quelques uns, surtout „Dziennik Polski", „Goniec Poranny", „Mysl Polska", et même parfois „Kurjer Warszawski" et „Prawda" qui, en éludant la sagacité de la censure d'une façon adroite, propagent toute autre chose que l'amour de la Russie et qui ne se gênent pas de critiquer ouvertement de tels „bienfaits" que l'autonomie municipale dont il était question plus haut.

Sur quels éléments réels peuvent se baser les espoirs des Polonais dans la guerre actuelle?

1° L'Allemagne a tout intérêt à établir entre soi et la Russie un tampon comme d'un autre côté en étant et en voulant rester un état national unifié, elle ne peut pas se charger d'un nouveau ballaste de quelques millions

sujets d'une race étrangère, vu l'énergie et les frais nécessaires pour les germaniser et vu l'inutilité apparente d'une pareille action en Posnanie.

L'Allemagne a aussi un grand intérêt à ce que ce tampon ne soit pas faible au point de tomber sous influence et même sous la domination russe, ce qui ne manquerait pas d'arriver si, tout en étant petit, il n'était pas uni à un autre organisme, appartenant au système d'états de l'Europe centrale, voir à l'Autriche-Hongrie.

La jonction d'une partie de la Pologne russe avec l'Allemagne, avec la Posnanie, la Prusse occidentale, la Silésie, ne ferait que fortifier le polonisme dans ces provinces qui ne sont germanisées que partiellement et superficiellement, surtout puisque la densité de la population en Pologne russe (92 sur 1 km carré) est beaucoup plus élevée que celle de la Posnanie (76 sur 1 km carré) et de la Prusse occidentale (67 sur 1 km carré). En raison directe de ceci le surplus de la population polonaise en Royaume se déverserait dans ces dernières provinces moins peuplées. C'est alors qu'il serait bien facile pour la Russie de provoquer par quelques concessions accordées aux Polonais russes, un mouvement irrédentiste, bien dangereux, dans les provinces polonaises de l'Allemagne.

Les Polonais, eux mêmes, après avoir obtenu les garanties d'une existence politique indépendante et autonome, se résigneraient peut-être à ne plus réclamer les provinces acquises par l'Allemagne, il y a cent ans, en suivant l'exemple de Casimir le Grand qui au 14. siècle consacra la Silésie pour obtenir la liberté d'expansion vers l'Est, mais jamais ils ne cesseraient de protester et de lutter contre des nouvelles pertes nationales en faveur de l'Allemagne.

Pour l'Allemagne, la création d'un rempart contre la Russie, d'un état-tampon, appuyé sur l'Europe centrale, fortifié par l'union avec l'Autriche-Hongrie, présente une valeur infiniment plus importante que celle de l'acquisition directe de nouveaux territoires polonais.

Il n'est que l'Angleterre seule qui soit l'ennemi de l'Allemagne par excellence. L'impérialisme russe tâche de s'approcher lentement, mais sûrement, au Centre et au Sud de l'Europe, convoîte les provinces polonaises de l'Allemagne et de la Bohème, aspire à la destruction complète de l'Autriche-Hongrie et à l'anéantissement des influences allemandes au Balcan, en Turquie, en Asie mineure, en Syrie et en Mésopotamie.

Voilà les mêmes reflexions plus au moins qui naissaient tant de fois dans des meilleures têtes politiques de l'Allemagne (Leibnitz, Stein, Arndt, Bismarck, Delbrueck, Bauer, Jastrow, Roloff, Rohrbach, Bernhardi).

Presque tous — dans leur raisonnement — ils arrivent à la nécessité de reconstituer la Pologne pour faiblir la Russie d'une manière efficace et pour assurer la tranquillité de l'Allemagne.

Il serait — pour l'Allemagne — penser et vivre du jour au lendemain que de parler de la probabilité d'une irrédenta polonaise dans la province de Posen en cas de la reconstitution de la Pologne, — au moment où il s'agit d'assurer tout son avenir et de paraliser à jamais un ennemi de plus en plus formidable.

2° L'Autriche-Hongrie est le seul état au sein duquel les Polonais jouissaient depuis 1867 non seulement des libertés nationales mais aussi de l'autonomie territoriale et de l'influence politique.

La langue polonaise à l'administration et à l'école — les emplois publics en Galicie entre les mains des Polonais — au moins *un* ministre polonais dans le cabinet de Vienne — 80 députés polonais au parlement de Vienne (sur le total de 516) — une large autonomie des communes, des districts et du pays — une Diète provinciale à Léopol avec un pouvoir législatif assez etendu et avec la langue polonaise comme officielle: voilà la situation des Polonais en Autriche (4 $^1/_2$ millions) combien différente de celle de leurs connationnaux en Russie (12 millions)!

L'acquisition du Royaume de Pologne par l'Autriche aurait — vu la construction intérieure et l'idée politique de l'Autriche — pour conséquence naturelle et inévitable, l'union de cette nouvelle possession avec la Galicie au moins dans les mêmes conditions politiques dont jouit cette dernière province.

Mais l'Autriche-Hongrie a, plus que l'Allemagne, un énorme intérêt vital à élever une vraie fortification politique sur ses frontières Nord-Est contre l'aggression de l'impérialisme russe. Ce but ne saurait pas être atteint sans accorder à la Pologne le caractère d'un état. Il n'y aurait qu'à retourner aux vues politiques de Marie-Thérèse qui, seulement forcée et à contrecoeur, participa au premier partage de la Pologne de même que du génial Léopold II, qui durant tout son court règne (1790—1792) faisait tout son possible pour empêcher les partages ultérieurs de la Pologne.

3° La Russie ne manque pas d'énoncer à chaque occasion (dernièrement dans l'interview de M. Milioukoff dans le „Messaggero“ de Rome du 18. avril a. c.) que la question polonaise n'est qu'une affaire intérieure de la Russie. La France et l'Angleterre semblent approuver cette opinion. Qui sait, malgré tout, si ces deux puissances ne changeront d'avis durant les négociations de paix? Il y a au contraire toute raison à supposer que, par une coïncidence d'intérêts apparemment bizarre, ce qui au cas échéant sert à l'Allemagne — *le tampon polonais entre le centre de l'Europa et la Russie,*

même en union avec l'Autriche-Hongrie — arrange aussi, à vrai dire, les puissances occidentales et surtout l'Angleterre qui en raison directe de sa politique en Asie, au Balcan, en Turquie, dans le Mediterranée a tout intérêt à désirer l'affaiblissement de son alliée d'aujourdhui. L'Italie de son coté' ne pourra jamais oublier que la Russie, en menaçant l'existence de la Hongrie, aspire au débouché immédiat dans le bassin adriatique et augmente de cette façon le „danger slave" provenant des aspirations serbes.

Il est sûr, au moins vraisemblable, en vertu de toutes les expériences historiques, qu'au congrès européen, au milieu de négociations de paix, l'unanimité actuelle des alliés plus au moins se subordonnera à la lutte des intérêts contraires parmi les amis d'aujourd'hui — et il n'y en a pas mal, de ces contrastes!

Nous avons vu de ces congrès européens après de grandes guerres qui donnaient des résultats bien différents de ceux obtenus par les armes.

Qui sait quels nouveaux groupements de puissances se dessineront déjà durant l'armistice?

Le succès d'armes ne constitue qu'un seul élement dans ce jeu de forces et d'influences qui aboutit aux changements dans la mappemonde.

Les Polonais sont persuadés que la création d'une Pologne, non avec la Russie (*sous* la domination russe) mais contre la Russie, comme d'un „fort de barrage", d'une „tête de pont" contre l'expansion russe vers le centre et le sud de l'Europa, se trouve dans les intérêts politiques de l'Europe centrale, occidentale et méridionale entière — dans les intérêts de longue vue, bien entendu. Ils espèrent qu'en rémaniant la carte de l'Europe après cette guerre, on voudra le faire pour du bon et qu'on sera forcé de faire de la politique de longue vue — parfois à travers des constellations, existant à l'heure qu'il est, et même, autant qu'il sera possible, en dépit de la situation stratégique dans le moment donné.

La Suisse et la Pologne.

Les Polonais attendent de la Suisse, ils attendent du gouvernement fédéral qu'au congrès international de la paix et même avant à chaque autre occasion propice il les aide à secouer le joug russe, à recouvrer l'indépendance due à une nation européenne de 24 millions, civilisée, noble et heroïque.

Outre les sympathies générales nourries toujours par la Suisse pour toutes les nations opprimées et dignes d'être libres, outre les sentiments

naturels qui appellent toujours la Suisse au secours de l'humanité, de la liberté et de la civilisation occidentale dans leur lutte contre la despotie orientale — il y a des raisons politiques particulières qui laissent paraître la libération de la Pologne comme étant dans l'intérêt propre de la Suisse:

1. Depuis plus de cent ans la question polonaise constitue un danger pour la paix européenne ce qui constitue aussi un danger pour la Suisse — malgré sa position neutre — et en tout cas peut lui imposer de grandes charges comme celle de la mobilisation qui lui incombe maintenant.

Tant que la Russie règnera en Pologne, tant qu'il n'y aura pas de tampon entre la Russie et l'Allemagne — la question polonaise sera toujours une source d'inquiétude et de danger pour l'Europe entière.

Le plus grand danger international pour la Suisse provient de l'antagonisme entre le monde germanique et le monde latin — entre l'Allmagne et la France. Non seulement parce que les explosions de cet antagonisme — comme celle de 1914 — arrivent forcément dans le voisinage immédiat de la Suisse ce qui la force à veiller à l'intégrité de son territoire, ce qui immobilise son industrie et lui cause des difficultés d'approvisionnement, mais aussi par le fait que cet antagonisme peut influencer l'état d'esprit et surtout l'unité et la fermeté du sentiment national des Suisses d'une façon fâcheuse.

Tant que la Russie ne sera pas sensiblement affaiblie, au point de ne plus paraître à la France une alliée désirable à tout prix et en même temps au point de ne plus exciter en Allemagne des voeux de retourner à une amitié traditionelle avec le Russie, amitié presque ininterrompue pendant 150 ans, malgré tout intime et basée surtout sur la communauté de certains principes politiques — tant que tantôt l'Allemagne tantôt la France chercheront de s'appuyer sur la Russie l'une contre l'autre, — tant que la complicité criminelle du démembrement de la Pologne entre l'Allemagne et la Russie continuera à exister dans tout son étendu, tant que la Pologne ne sera pas reconstituée non avec la Russie (*sous* la domination russe) mais contre la Russie: tant il y aura toujours une grande chance de plus que l'antagonisme entre la France et l'Allemagne éclate de nouveau d'un moment à l'autre en menaçant la paix universelle et en même temps la tranquillité, la prospérité, l'existence même de la Suisse.

Une Pologne, créée malgré la Russie et contre la Russie, aurait toujours le même intérêt vital que la Suisse: celui du rapprochement durable de l'Allemagne avec le France. Ce serait naturellement le point de vue politique qui y jouerait le rôle principal — mais il n'est pas à nier que la Pologne se sent attachée, peut-être dans la même mesure, à la civilisation germanique qu'à l'esprit latin et que ce sentiment ne manquerait pas d'exercer une influence sur son attitude politique.

Après la guerre — l'Allemagne victorieuse ou vaincue, sera obligée d'augmenter le nombre de ses amis et alliés en Europe qui n'était pas suffisant dans le cataclisme actuel. L'Allemagne ne pourra pas baser sa politique à la longue sur le „qui vive" vers l'Est et vers l'Ouest en même temps. Elle devrà arriver au prix des sacrifices, s'il le faut, à un arrangement durable soit avec la France soit avec la Russie. Il ne manque pas de voix — en Allemagne — et même des importantes qui songent sérieusement à cette dernière eventualité. L'arrangement de l'Allemagne avec la Russie — c'est la complicité continuée de l'oppression des Polonais. Mais alors quiconque désire le rapprochement de l'Allemagne avec la France, doit reconnaître que la création d'un état polonais (contre la Russie) présente un des moyens le plus efficaces pour rompre complètement les anciens liens sécrets qui formaient la base de la „Sainte Alliance" et pourraient contribuer à son renouvellement.

La Suisse qui sur son territoire realise l'idée du rapprochement des deux races en questions d'une manière très heureuse, aura par ce dernier fait une influence particulièrement importante sur les négociations de paix. Ce n'est pas pour rien que la sympathie et le jugement de la Suisse sont convoités si assidûment par les belligérants dès le début de la guerre. Or il est natural et sûr que dans le service de l'humanité et de la civilisation la Suisse emploiera cette influence surtout pour créer des conditions d'une paix *durable*. L'une de ces conditions — il n'y a aucun doute là-dessus — c'est la reconstitution de la Pologne comme d'un rempart de l'Europe entière contre l'impérialisme russe.

2. Dans le cas où l'indépendance de la Pologne se réalisait par la jonction de la Pologne russe avec la Galicie comme une partie égalitaire de la monarchie austro-hongroise: l'aspect de cette monarchie changerait dans le sens d'une fédération — de sorte que le type ideal de l'état, créé par la Suisse, trouverait en Europe une application plus large qu'il n'en est maintenant, ce qui constituerait pour la Suisse — peut-être — une nouvelle garantie de son existence.

Annexe.

De la part des organes de presse de la Triple Entente on envisage souvent non seulement la victoire définitive de celle-ci, mais aussi la déstruction, le démembrement de l'Autriche-Hongrie. Dans ce cas il va sans dire qu'il serait absolument impossible de créér une Pologne simplement indépendante, voir assez grande et forte pour pouvoir défendre toute seule son indépendance — parce qu'alors la Russie victorieuse s'opposerait efficacement à la cession de la Lithuanie, Volhynie, Podolie etc. en faveur du nouvel état polonais.

Alors quoi? Laisser toute la Pologne — la Galicie y comprise — à la Russie? Trop de malheur pour la Pologne — trop de danger pour l'Europe occidentale si l'on permettait à la Russie de s'approcher tellement du centre de l'Europe!

Il ne resterait, dans ce cas aussi, rien d'autre à faire que joindre la Pologne proprement dite à un nouvel organisme collectif et fédéral qu'il faudrait forcément créer — après la déstruction de l'Autriche-Hongrie. Qu'est-ce donc qu'on ferait alors avec la Hongrie, avec la Bohème, avec les provinces allemandes d'Autriche? Est-ce qu'en vertu du principe de nationalité on ferait cadeau de ces dernières à l'Allemagne? Est ce qu'on créerait de tout cela un nombre de petits états trop faibles pour résister à une nouvelle expansion tantôt de l'Allemagne, tantôt de la Russie?

Est-ce que pour avoir en Europe centrale un barrage absolument nécessaire contre la marche de la Russie vers l'ouest et vers le sud-ouest, de même que contre la marche de l'Allemagne vers le sud, il ne faudrait pas conserver l'Autriche-Hongrie ou créer à sa place une nouvelle Autriche-Hongrie, un nouvel organisme collectif et fédéral? Et dans ce dernier cas — bien entendu — la seule possibilité que la Pologne recouvre son indépendance, serait donnée par l'union avec ce nouvel organisme.

L'intérêt de l'Europe occidentale et méridionale entière consisterait dans une telle architecture de ce nouveau bâtiment qu'il puisse réellement et d'une manière efficace entraver l'expansion pangermanique et en même temps l'expansion russe. L'un et l'autre ne serait pas possible sans faire entrer la Pologne dans ce nouveau système de fortification politique.

Il est à supposer — nous le répétons — que même les alliées de la Russie, surtout l'Angleterre et l'Italie, auront non seulement tout intérêt à cette combinaison mais aussi qu'elles feront leur possible pour la réaliser.